

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 07/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Ferme éolienne du moulin Jérôme

233 rue du Faubourg Saint Martin
75010 Paris

Références : 2024 – V3 - 250

Code AIOT : 0007006010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement Ferme éolienne du moulin Jérôme implanté 233 rue du Faubourg Saint Martin 59292 Saint-Hilaire-lez-Cambrai. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le parc éolien dit "La Moulin Jérôme" a été mis en service le 1er décembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ferme éolienne du moulin Jérôme
- 233 rue du Faubourg Saint Martin 59292 Saint-Hilaire-lez-Cambrai
- Code AIOT : 0007006010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien "Le Moulin Jérôme" est composé de 4 éoliennes et d'un poste de livraison et a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 13 mai 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Arrêt des machines	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Sans objet
2	Conformité des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
3	Identification des mâts et information du public	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Contrôle de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
6	Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux	Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.3.2	Sans objet
7	Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux	Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc est en service, l'exploitant a globalement réalisé les contrôles réglementaires et mis en place la signalétique liée à la sécurité des riverains. Il lui reste néanmoins un document relatif aux tests d'arrêt des machines à transmettre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
Thème(s) : Autre, Conformité de l'installation
Prescription contrôlée : I. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée. « Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel. « Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française. « Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022. »
Constats : Par courriel du 26 juin 2023, l'exploitant a transmis les documents relatifs à l'inspection en version française.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Autre, Conformité des aérogénérateurs
Prescription contrôlée : <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou « , pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de » toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation ».</p> <p>En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation « a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation ».</p>
Constats : <p>Par courriel du 26 juin 2024, l'exploitant a transmis une déclaration de conformité (document n°0046-4066 V07) datée du 12 mars 2024 établie par le constructeur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification des mâts et information du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Identification des mâts et information du public
Prescription contrôlée : « Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. « Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; « - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
Constats : Lors de l'inspection du 19 juin 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les mâts sont correctement identifiés, que les informations à destinations des tiers sont correctement affichées et lisibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Autre, Contrôle des fixations
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Par courriel du 26 juin 2024, l'exploitant a transmis pour chaque aérogénérateur un rapport d'intervention de serrage. Ces interventions ont été réalisées entre le 29 mars 2024 et le 4 mai 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Arrêt des machines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Autre, Contrôle du bon fonctionnement de l'arrêt des machines
Prescription contrôlée : « Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. » - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. « Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Par courriel du 26 juin 2024, l'exploitant a transmis pour chaque aérogénérateur un document intitulé "Procédure de démarrage". Ce document référence toutes les vérifications à réaliser avant la mise en service de l'aérogénérateur. Toutefois, ce document n'atteste pas que les tests d'arrêt, d'arrêt d'urgence et d'arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime ont été réalisés conformément à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre sous un délai d'1 mois les documents attestant de la réalisation des tests d'arrêt, d'arrêt d'urgence et d'arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, Arrêt des machines en faveur des chiroptères
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place sur les 4 éoliennes un dispositif d'arrêt en faveur des chiroptères, dès la mise en service du parc éolien. Ce plan d'arrêt est mis en place dans les conditions suivantes (l'ensemble des conditions devant être remplies): <ul style="list-style-type: none">• entre début mars et fin novembre• durant l'heure précédant le coucher du soleil jusqu'à l'heure suivant son lever• lorsque la vitesse du vent est inférieure à 6 mètres par seconde• lorsque la température est supérieure à 7°C• en l'absence de précipitations Ces conditions s'entendent à hauteur de nacelle. L'exploitant établit et tient à disposition de l'inspection des installations classées un registre comprenant les données suivantes : date, horaires et conditions météorologiques (vitesse du vent, température, précipitation) permettant de s'assurer durant la période requise d'arrêt de sa bonne mise en place.
Constats : Par courriel du 26 juin 2024, l'exploitant a transmis les informations concernant le paramétrage de chaque machine concernant le bridage. Le bridage est conforme aux prescriptions de l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022. L'exploitant a également transmis un extrait du SCADA (système de contrôle et d'acquisition des données qui fournit toutes les informations concernant l'activité des éoliennes) du 10 au 17 juin 2024 afin d'attester de la mise en place du bridage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.3.3
Thème(s) : Autre, Mesure de sauvegarde des nichées du busard Saint Martin
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi des couples se reproduisant à proximité du parc éolien. Ce suivi a pour objectif : <ul style="list-style-type: none">• d'évaluer chaque année, si les individus reproducteurs sont présents dans le périmètre étudié (minimum 2 km autour des éoliennes du projet) par passage d'un expert en début de saison• de localiser précisément, le cas échéant, les nids par passages d'un expert ornithologique au moment des parades nuptiales• de suivre l'état d'avancement des nichées et de procéder à la sauvegarde des nichées selon les recommandations des référentiels scientifiques reconnus dans le cas où la date de la moisson ne permettrait pas l'envol des jeunes• d'intervenir auprès de l'agriculteur pour une sensibilisation voire une indemnisation en cas de mise en place de mesures de protection au sein de leurs cultures Ce suivi est mis en place dès la fin de la construction du parc et durant au moins les trois premières années de fonctionnement du parc. Un rapport de synthèse est transmis chaque année à l'inspection des installations classées. Ce rapport se positionne sur la nécessité de reconduire le suivi à l'issue de la période.
Constats : Par courriel du 26 juin 2024, l'exploitant a transmis un devis (réf NL-dev-20240112-01) accepté et signé en date du 29 janvier 2024, avec le GON (groupe ornithologique et naturaliste), pour la mise en place de la mesure de suivi et de protection des nichées de busards. Par courriel du 28 juin 2024, l'exploitant a transmis les dates de prospection ainsi que les premiers résultats. 2 nids de busards ont été découverts, un troisième nid est à confirmer. L'inspection des installations classées invite l'exploitant à lui transmettre les informations de suivi des nichées et de la réussite de l'envol des juvéniles. En cas de mortalité des juvéniles, il conviendra de proposer des mesures d'adaptation des conditions d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite